

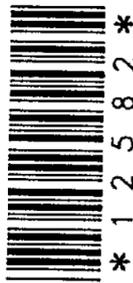
Cahiers du Bolchevisme

PREMIÈRE ANNÉE.

N° 13

13 Février 1925

Cahiers du Communisme 1
1925



Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire. Ce n'est que s'il est dirigé par une théorie d'avant-garde que le Parti peut jouer son rôle de combattant d'avant-garde.
LENINE.

Les Elections Municipales

par Albert Treint

Leur importance

Il y a un an, le 11 mai 1924, lors des dernières élections législatives, les travailleurs français se prononçaient nettement contre le Bloc National et hissaient sur le pavois le Bloc des Gauches, radicaux et socialistes unis sur les mêmes listes. Seule, une avant-garde, guidée par le Parti Communiste, opposait au Bloc des Gauches, le Bloc ouvrier et paysan (1 million de voix environ, dont 300.000 dans la région parisienne).

Le 3 mai prochain vont avoir lieu les élections municipales, après un an de pouvoir exercé par le Bloc des Gauches.

Les travailleurs, qui avaient mis tant d'espérances dans la coalition des radicaux et des socialistes, les travailleurs qui se sont laissé éblouir par le mirage de la collaboration de classes, sont aujourd'hui quelque peu désenchantés. Sans se détourner en masses compactes du Bloc des Gauches, ils hésitent, ils observent, ils tournent les yeux vers le communisme et vers le fascisme. Ils se demandent qui il faudra suivre demain, lorsque la crise économique et financière qui menace et dont les approches se font déjà sentir, s'abattra sur l'économie capitaliste française.

Les prochaines élections municipales se feront à une époque où les masses travailleuses françaises seront en plein flottement.

Il faut tirer de ce fait toutes les conséquences.

Tout d'abord, les prochaines élections prendront le caractère d'un combat acharné. Le Bloc des Gauches au pouvoir fera tout pour conserver ses électeurs, tandis que fascisme et communisme se disputeront âprement l'influence politique sur les masses travailleuses qui votèrent le 11 mai dernier pour le cartel Blum-Herriot.

Ensuite, partout où le communisme menacera sérieusement la grande bourgeoisie, Bloc des Gauches et fascisme s'uniront contre lui, c'est-à-dire contre la masse des prolétaires et des paysans qui le soutiennent. Ce sera notamment le cas dans la région parisienne. Là, il y a danger pour la bourgeoisie, que le prolétariat, sous les drapeaux du Parti, ne conquière un grand nombre de municipalités de la banlieue rouge. Or, la région parisienne a une telle importance que la grande bourgeoisie fera l'impossible pour empêcher cela.

D'ailleurs, Bloc des Gauches et fascisme ne s'allieront pas nécessairement, ni toujours sous la forme électorale. Fascisme et Bloc des Gauches, en s'unissant ouvertement, grossièrement, sur les mêmes listes, contre le communisme, feraient éclater le sens de classe de la bataille engagée entre la grande bourgeoisie et le prolétariat. Les socialistes y perdraient leurs

troupes ouvrières ; socialistes et fascistes y perdraient une grande partie de leurs troupes petites-bourgeoises.

La grande bourgeoisie ne peut vaincre le prolétariat et les masses travailleuses qu'en masquant à leurs yeux la signification de classe des luttes engagées. La formule du Bloc National, antibolcheviste, est usée, discréditée. Le front unique, trop apparent, des forces capitalistes déterminerait la formation du front unique des ouvriers et des paysans derrière l'avant-garde communiste.

En ayant l'air de se combattre, fascisme et Bloc des Gauches déconcertent la classe ouvrière et les différentes couches de la petite bourgeoisie. Par l'opposition apparente de leurs formules et de leur programme, verbalement contradictoires, fascisme et Bloc des Gauches entraînent beaucoup d'ouvriers et de petits travailleurs, que le scandale de leur union, ouvertement proclamée, rejetteraient vers le communisme.

Cependant, contre la montée des forces prolétariennes, fascisme et Bloc des Gauches, qui sont deux formations de la bourgeoisie, ne peuvent que s'unir contre les communistes.

Cette union se fera vraisemblablement sous la forme suivante :

Le fascisme, qui, par des réunions privées multipliées, s'essaye à conquérir une influence politique, fera donner ses premières bandes armées contre nous. La police du gouvernement du Bloc des Gauches interviendra et, sous prétexte de maintenir l'ordre, sera féroce aux communistes et complaisante aux fascistes.

Les Camelots du Roi, les Unions civiques, la Ligue des Patriotes, la Ligue nationale républicaine de Millerand s'apprentent pour les agressions prochaines. La reconnaissance effectuée par nous au meeting fasciste du gymnase Japy organisé par les Jeunesses patriotes, nous a permis de nous rendre compte du degré d'organisation et de cohésion combative de nos mussolinistes français.

Dans la région parisienne notamment, il est à prévoir que les élections municipales se dérouleront dans une atmosphère d'escarmouches de guerre civile, et il faut penser dès maintenant à la protection de nos réunions par un service d'ordre prolétarien.

Les flottements de la masse travailleuse désenchantée permettront aux formations politiques les plus actives d'obtenir de grands résultats. En particulier, les élections municipales permettront au parti communiste de se développer en un parti de masses, ce qui est l'une des conditions de sa bolchevisation.

On peut dire que le résultat des élections municipales nous fournira la vérification expérimentale, non de notre ligne politique dont nous sommes sûrs qu'elle est correcte, mais des détails de notre tactique.

Nous devons comparer les résultats électoraux de l'an dernier à ceux du 3 mai 1925.

Il faudra naturellement faire cette comparaison intelligemment. Nous aurons à tenir compte de l'atmosphère, soit paisible, soit violente, dans laquelle se dérouleront les élections. Nous ne présenterons pas partout de candidats, alors que nous en avons partout présenté aux élections législatives. Nous ne devons donc pas comparer les résultats globaux du 11 mai 1924 avec les résultats globaux du 3 mai 1925. La comparaison ne devra porter que sur l'ensemble des circonscriptions où nous mènerons la lutte électorale municipale.

Situation politique absolument nouvelle à cause de l'apparition du fascisme, incertitude des masses qui cherchent une issue, possibilité d'ob-

tenir de grands résultats, vérification de la tactique du parti, répercussions internationales très fortes, tout contribue à donner une grande importance aux futures élections municipales de 1925.

Aussi, le Parti doit dès maintenant mobiliser toutes ses forces pour les jeter dans la bataille municipale.

Les Municipalités, les luttes prolétariennes et la Révolution

Nous voulons, non seulement nous servir de la campagne municipale pour porter l'agitation communiste au sein des masses travailleuses, mais encore conquérir réellement le plus grand nombre possible de municipalités.

Les municipalités social-démocrates sont des cloaques d'opportunisme qui finissent par empoisonner tout le Parti. Les municipalités communistes, aux mains d'une section de la III^e Internationale, sont pour le prolétariat des points d'appui précieux, aussi bien pour la lutte quotidienne que pour le combat révolutionnaire.

Qu'il s'agisse de l'exercice effectif du droit de réunion par la libre disposition de grandes salles ; qu'il s'agisse d'allocations aux chômeurs, de soutien direct ou indirect aux grévistes, les municipalités communistes peuvent, *dans une certaine mesure*, apporter une aide puissante à la classe ouvrière.

L'exercice de la police peut, dans la limite où l'autorité préfectorale n'intervient pas ou intervient tardivement, permettre aux municipalités communistes d'organiser ouvertement les forces ouvrières contre le fascisme.

Enfin, au moment où se pose pratiquement le problème de la prise violente du pouvoir, la possession par le prolétariat d'un grand nombre de municipalités communistes donne à la fois une grande confiance à la masse ouvrière et paysanne et décuple sa force matérielle de lutte.

Bien entendu, nous devons combattre, et dans les larges masses et dans nos propres rangs, cette illusion que le socialisme peut s'instituer pacifiquement par la conquête légale, électorale des municipalités.

Les municipalités sont intégrées dans l'appareil de l'État bourgeois. Leurs droits sont limités par les lois constitutionnelles. L'autorité préfectorale représentant le gouvernement capitaliste peut s'opposer à l'inscription au budget de telle recette ou de telle dépense ; elle peut se substituer aux autorités locales pour l'exercice de la police ; elle peut même révoquer le maire communiste qui se refuse à obéir.

Autrefois, à Lille, au cours d'une période électorale, Jules Guesde exprima admirablement, en une formule saisissante, que le socialisme ne peut pas faire son entrée paisible dans l'histoire par la porte modeste du municipalisme.

Il disait aux ouvriers assemblés : Vous pourrez peut-être conquérir la municipalité à coup de bulletins de vote, et, montrant du doigt la Préfecture, il s'écria : Mais n'oubliez jamais que la Préfecture, vous ne la prendrez qu'à coups de fusils.

Il faut marquer avec clarté ce que, entre les mains des communistes, les municipalités peuvent être pour le prolétariat et ce qu'elles ne peuvent pas être.

Elles peuvent être un point d'appui formidable pour les luttes ou-

vrières et pour l'insurrection des masses ; elles ne peuvent être un moyen pacifique d'instauration du socialisme.

Il sera bon de rappeler, comme exemple des manœuvres de la bourgeoisie sur le terrain municipal, l'exemple de Périgueux. Aux élections de 1919, nous conquérons la mairie. A Périgueux habitent des milliers d'ouvriers des chemins de fer. Vient la grève de 1920. Notre municipalité communiste la soutient de toutes ses forces. Puis vient la répression. Elle fut systématiquement organisée à Périgueux, dans le but de chasser du pays les milliers d'ouvriers électeurs de la municipalité communiste.

D'autres avantages peuvent être tirés des municipalités communistes. En elles peuvent se former en partie les cadres d'administrateurs prolétariens, dont le manque s'est fait, à l'origine, si cruellement sentir en Russie révolutionnaire. Mais il importe de veiller à ce que l'esprit de technicité et de bureaucratisme n'étouffe pas la vigueur politique révolutionnaire des élus municipaux.

L'éducation des masses elles-mêmes peut se faire par les municipalités communistes. Les travailleurs peuvent se rendre compte expérimentalement qu'il vient un moment où, même en ayant entre les mains la puissance politique municipale, ils se heurtent à l'Etat bourgeois sous la forme brutale du préfet, mobilisant la police et l'armée au service du capitalisme.

Notre politique municipale se distinguera, en particulier, de la politique municipale des réformistes par ceci, qu'au lieu de négocier diplomatiquement dans la coulisse avec le préfet, nous entrerons, appuyés par les masses, en conflit avec lui, pour le succès des revendications ouvrières et pour la réalisation de notre programme.

Ainsi le prolétariat et les masses travailleuses apprendront la nécessité de la lutte directe contre l'Etat bourgeois, s'affranchiront de l'illusion d'un municipalisme introduisant pacifiquement le socialisme. Et dans ces conflits multipliés, qui dresseront les masses derrière leurs municipalités pour des buts très clairs, commencera la désagrégation de l'Etat bourgeois lui-même.

En fait, la municipalité socialiste est un organe de l'Etat bourgeois qui canalise les mécontentements ouvriers, freine la lutte prolétarienne contre le pouvoir capitaliste et amortit les chocs quand ceux-ci deviennent inévitables.

La municipalité communiste, au contraire, est une arme contre l'Etat bourgeois, qu'il faut affaiblir d'abord pour le briser plus aisément plus tard.

Si nous sommes pour l'autonomie la plus complète des municipalités, ce n'est pas par esprit fédéraliste. C'est parce que l'autonomie nous permet, en régime capitaliste, de mieux lutter contre la bourgeoisie. Les capitalistes veulent intégrer les municipalités dans leur appareil d'Etat.

La revendication de l'autonomie municipale devra plus particulièrement être mise en avant pour Paris.

La municipalité parisienne est entièrement mineure. Le cercle étroit des libertés municipales est, à Paris, réduit à zéro. Rien ne peut se faire que par le préfet de la Seine et le préfet de police. Le Conseil municipal de Paris peut bavarder. Ces messieurs, agents du gouvernement, décident.

La bourgeoisie tremble devant ses propres souvenirs révolutionnaires. Elle se rappelle qu'en 93, la Commune insurrectionnelle de Paris dicta sa loi à la Convention. Elle se rappelle aussi que la Commune de 1871 obligea le gouvernement de Thiers à fuir jusqu'à Versailles.

Notre bourgeoisie connaît l'importance exceptionnelle de la région parisienne comme centre politique de toute la vie française. Tout est organisé pour que le gouvernement bourgeois soit à Paris en complète sécurité. Les précautions sont prises pour annihiler ou réprimer la volonté révolutionnaire des masses parisiennes. A celles-ci de répondre en s'organisant solidement pour la lutte des classes et en luttant légalement et extra-légalement pour leur autonomie municipale complète vis-à-vis des gouvernements capitalistes.

Pour bien marquer l'importance des municipalités, nous pouvons aussi nous tourner vers l'exemple russe. Après la révolution de février, qui renversa le tsarisme et donna le pouvoir à la petite bourgeoisie, Lénine, en vue du succès de la Révolution bolchevique, ne cessait de fixer au parti, comme l'une de ses tâches les plus importantes, la conquête des zemtsvos (c'est le nom des municipalités russes).

Notre tactique

Le Parti se présente aux élections municipales à la tête du Bloc ouvrier et paysan. C'est pourquoi, dès le premier tour de scrutin, il se présente avec des listes comprenant des communistes et des sans-parti. Au premier tour, nous développons non seulement notre programme de revendications immédiates, mais nous esquissons le développement révolutionnaire de la lutte des classes et nous marquons la nécessité des Soviets, instruments de la dictature prolétarienne.

Au second tour, nous acceptons que bloquent avec nous ceux qui se bornent à accepter notre programme de revendications immédiates.

Ce programme comporte : la lutte pour les huit heures et contre le chômage qui menace ; la lutte pour l'élévation des salaires et pour la disparition totale des salaires inférieurs à 20 francs par jour ; la lutte contre la vie chère ; l'utilisation des municipalités dans l'intérêt de la lutte ouvrière : locaux de réunions à la disposition des ouvriers, secours aux chômeurs et à leurs familles, soutien des grèves, création de milices communales antifascistes ; la reconnaissance par les municipalités des syndicats de la C. G. T. U. encore boycottés ; la lutte pour la reconstruction de l'unité syndicale ; la liberté des démonstrations ouvrières de rues ; des allocations aux victimes de la guerre, mutilés, réformés, ascendants, veuves, enfants ; la lutte pour l'amnistie des victimes du capitalisme.

Ce programme précis, qui permettra de grouper au deuxième tour tous ceux qui veulent lutter pour le prolétariat, sera définitivement arrêté par la direction du Parti, sur la proposition de nos Commissions mixtes du Bloc ouvrier et paysan, où collaborent déjà les communistes et les sans-parti.

Nous repoussons absolument les offres du Bloc des Gauches de réaliser, par un accord entre les partis, la proportionnelle au deuxième tour, selon les résultats du premier tour.

Nous sommes un parti de lutte de classe, qui partout dresse les travailleurs contre leurs oppresseurs et leurs exploités. Nous ne sommes pas un parti de partage à l'amiable des mandats électoraux.

Le Bloc des Gauches pourra essayer de dire que nous faisons, en maintenant nos listes au deuxième tour, le jeu de la réaction. Celui qui se refuse à bloquer avec nous dans la lutte pour les huit heures, pour les salaires, contre le chômage, pour l'unité syndicale et contre le fascisme, celui-là même, paré de l'étiquette socialiste ou radicale, celui-là n'est qu'un

ennemi de la classe ouvrière, un fourrier de terreur blanche et de fascisme.

Et cela, de plus en plus, sera compris de l'immense majorité des travailleurs.

Nous devons montrer dans toute notre agitation que la lutte pour les revendications immédiates de la classe ouvrière s'élargit nécessairement en une lutte contre le plan Dawes, contre l'extension du plan Dawes à la France et à l'Europe, en une lutte contre la colonisation de l'Europe par le capital anglais et par le capital américain, en une lutte pour l'indépendance des peuples coloniaux, en une lutte pour la Russie soviétique à nouveau menacée par le renforcement et l'activation du front antisoviétique dressé depuis longtemps contre elle par les impérialismes.

Il faut dès maintenant mobiliser le Parti pour la lutte municipale, afin qu'il mobilise à son tour le prolétariat et les masses travailleuses.

Il faut faire le procès du Bloc des Gauches, établir son bilan, non seulement de promesses non tenues, mais de trahisons actives, montrer sa faillite complète, aussi sur le terrain international. Il faut dénoncer sa démagogie stérile sur le terrain de l'anticléricalisme, sur le terrain de la prétendue démocratisation du Sénat, sur le terrain de l'élargissement de la représentation ouvrière de la région parisienne.

Il faut aussi se rendre compte que le succès dépend dans une large mesure de la manière dont nous saurons relier notre programme général aux revendications locales. La lutte de classes n'est pas une chose abstraite.

Elle est dans le lavoir à installer, dans l'école à mieux aménager et à soustraire aux influences bourgeoises et nationalistes. Elle est partout. Et nous devons la faire apparaître clairement aux yeux de tous les travailleurs. Trop souvent, les plus ardents et les plus sincères révolutionnaires ne la voient que dans l'abstrait, que dans le général. On s'habitue à tout ce qui est quotidien et on cesse d'y faire attention.

Même aux yeux de nombreux ouvriers d'élite, le caractère d'inquisition fiscale de l'impôt sur les salaires disparaît, alors qu'ils admettent le caractère d'inquisition fiscale de l'impôt sur les bénéfices commerciaux. Cela signifie que les ouvriers eux-mêmes sont pénétrés à leur insu de l'idéologie capitaliste ; qu'ils se laissent imbiber par le régime dans lequel ils vivent.

Il faut ouvrir les yeux de chaque exploité, non seulement sur l'exploitation mondiale des travailleurs, mais sur la manière dont elle se traduit par lui à chaque minute de sa vie.

Il faut que les *Cahiers du Bolchevisme* développent toutes ces choses qui ne peuvent qu'être aujourd'hui esquissées.

Il faut que les militants responsables prennent la plume et dénoncent ici chaque manœuvre du Bloc des Gauches.

Il faut que les membres de nos cellules rurales et paysannes apportent leurs critiques et leurs suggestions.

Ouvrons aussi une tribune municipale dans les *Cahiers*. Et que chacun s'applique, de la cellule à la direction du Parti, à la faire vivante et profitable pour le prolétariat.

Ce sera la meilleure réponse à nos ennemis, qui s'en vont clamant partout ce mensonge que la vie se retire de notre Parti, soi-disant soumis à une étouffante dictature de coterie.